

**PROCÈS VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE  
DU JEUDI 23 OCTOBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois octobre, à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou, dûment convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou à Gragnague sous la présidence de Monsieur Daniel CALAS.

**Délégués titulaires présents :**

Bazus	Brigitte GALY
Bonrepos-Riquet	Philippe SEILLES
Garidech	Maryse AUGER, Vincent RICHARD
Gémil	Jean-Noël BAUDOU
Gragnague	Daniel CALAS, Caroline SALESSES
Lapeyrouse-Fossat	Audrey SPITZ, Eric BRESSAND
Montastruc-la-Conseillère	Jean-Baptiste CAPEL, William LASKIER, Sandrine GRELET, Jean-Marie RAYNAUD
Montjoire	Isabelle GOUSMAR, Patrick GAY, Nancy SOURBIER
Paulhac	Nathalie THIBAUD, Jean-Michel BERSIA
Roquesérière	Thierry CASTET, Grégory SEGUR
Saint-Pierre	Pierrette JARNOLE
Verfeil	Aurélien SECULA, Jean-Pierre CULOS
Villariès	Léandre ROUMAGNAC

DATE DE LA CONVOCACTION		
15 octobre 2025		
NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
46	24	32
		Pour : 32
		Contre : 0
		Abstention : 0

**Délégués Titulaires Absents excusés avant donné pouvoir :**

Garidech	Christian CIERCOLES ayant donné pouvoir à Vincent RICHARD
Gragnague	Joanna TULET ayant donné pouvoir à Maryse AUGER
Gragnague	Hélène BRUNEAU ayant donné pouvoir à Daniel CALAS
Gragnague	Amador ESPARZA ayant donné pouvoir à Caroline SALESSES
Lapeyrouse-Fossat	Corinne GONZALEZ ayant donné pouvoir à Eric BRESSAND
Lapeyrouse-Fossat	Edmond VINTILLAS ayant donné pouvoir à Léandre ROUMAGNAC
Lapeyrouse-Fossat	Eric VASSAL ayant donné pouvoir à Jean-Baptiste CAPEL
Verfeil	Patrick PLICQUE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre CULOS

**Délégués Titulaires Absents excusés :**

Gauré	Christian GALINIER
Lavalette	André FONTES, Jean-Dominique POZZO
Montastruc-la-Conseillère	Marjorie MAUCOUARD, Patricia CADOZ
Montpitol	Jean-François CASALE
Paulhac	Jean-Christophe CHAUVET
Saint-Jean-Lherm	Eric COGO
Saint-Marcel-Paulel	Véronique RABANEL
Verfeil	Céline ROMERO, Catherine DEBONS, Francis GARRIGUES
Villariès	Rose-Marie MARTINEZ-FUENTE
	Jean-François LOZANO

**La secrétaire de séance :** Pierrette JARNOLE.

**RÉSULTAT DES VOTES :**

DELIBERATIONS	TITRES	VOTES
N°2025-10-083	Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du Mardi 1 <sup>er</sup> Juillet 2025	Unanimité
N°2025-10-084	Modification des commissions	Unanimité
N°2025-10-085	Création d'un poste d'attaché territorial pour les services administratifs	Unanimité
N°2025-10-086	Création d'un poste de technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe contractuel pour le service OM	Unanimité
N°2025-10-087	Autorisation de signature de la convention d'adhésion au service retraite du centre de gestion	Unanimité
N°2025-10-088	Approbation de la convention de mise à disposition des locaux pour l'organisation de sessions BAFA sur le centre de loisirs de Garidech.	Unanimité
N°2025-10-089	Demande de reversement de la subvention CAF « Bonus Territoire » perçue par LEC Grand Sud en 2024.	Unanimité
N°2025-10-090	Demande de subvention au Conseil Départemental pour la rénovation du bâtiment ALAE/ALSH de Paulhac.	Unanimité
N°2025-10-091	Demande de subvention à la MSA pour la rénovation du bâtiment ALAE/ALSH de Paulhac dans le cadre de l'appel à projets « Grandir en milieu rural »	Unanimité
N°2025-10-092	Demande de subvention à l'Etat pour la rénovation du bâtiment ALAE/ALSH de Paulhac dans le cadre du Fonds Verts.	Unanimité
N°2025-10-093	Reversement des subventions perçues par la Mairie de Montpitol pour la construction de l'ALAE.	Unanimité
N°2025-10-094	Autorisation de signature pour le plan de déploiement pluriannuel du Service Public Petite Enfance des Coteaux du Girou 2025-2027	Ajournée
N°2025-10-095	Demande de branchement électrique au SDEHG pour le bâtiment ALAE/ALSH RPE de Verfeil.	Unanimité
N°2025-10-096	Redevance pour les ouvrages de transport de gaz naturel à haute pression.	Unanimité



N°2025-10-097	Acquisition du terrain suite à la construction du bâtiment ALAE/ALSH / RPE de Gragnague.	Unanimité
N°2025-10-098	Acquisition du terrain suite à la construction du bâtiment ALAE de Bazus.	Unanimité
N°2025-10-099	Acquisition du terrain en vue de la construction du terrain multisport de Gauré.	Unanimité
N°2025-10-100	Cession d'un photocopieur à l'Euro symbolique à la société RICOH.	Unanimité
N°2025-10-101	Renouvellement de l'adhésion au réseau des développeurs économiques d'Occitanie (RDEO)	Unanimité
N°2025-10-102	Adoption de la nomenclature des achats de la C3G.	Unanimité
N°2025-10-103	Modification de l'attribution de compensation pour le fonds d'amorçage.	Unanimité
N°2025-10-104	Décision modificative N°1 Budget OM/Régularisation passif dissolution SITROM.	Unanimité
N°2025-10-105	Décision modificative N°2 Budget OM / Régularisation inventaire fiche 022023 et 012023	Unanimité
N°2025-10-106	Décision modificative N°3 Budget OM / Régularisation subvention dissolution syndicats OM	Unanimité
N°2025-10-107	Décision modificative N°4 Budget OM / Régularisation inventaire OM	Unanimité
N°2025-10-108	Décision modificative N°5 Budget OM / Régularisation dissolution SITROM Fiche SITROM 1318.	Unanimité
N°2025-10-109	Emprunt bancaire du budget principal 2025.	Unanimité
N°2025-10-110	Saisine du département en vue de l'inscription au plan départemental des itinéraires de promenade et randonnée de la portion d'itinéraire qui intéresse le territoire communautaire du futur GR®P porte par le PETR Pays Tolosan (dorsale pédestre en Pays Tolosan).	Unanimité
N°2025-10-111	Autorisation de signature d'un avenant à l'accord cadre de collecte en apport volontaire.	Unanimité
N°2025-10-112	Ajustement tarifaire pour certaines professions en regroupement – Création d'un tarif « professionnels en regroupement – petits producteurs de déchets »	Unanimité
N°2025-10-113	Modification du règlement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères.	Unanimité
N°2025-10-114	Autorisation de signature d'une convention de partenariat avec l'alliance pour le recyclage des capsules en aluminium (ARCA) pour les flux petits aluminiums.	Unanimité

**Informations diverses :**

- Accord cadre pour l'achat de mobilier meublant.
- Finances.

**Questions diverses :**

**N°2025-10-083 : APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DU  
CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MARDI 01 JUILLET 2025.**

VU le procès-verbal du Conseil Communautaire du Mardi 01 Juillet 2025,

Le Conseil Communautaire, à l'Unanimité approuve la rédaction du procès-verbal du Mardi 01 Juillet 2025.

**N°2025-10-084 : MODIFICATION DES COMMISSIONS**

En raison d'une démission et d'un décès, il y a lieu de mettre à jour le tableau des commissions :

COMMISSION	COMMUNE	SUPPRESSION	INTÉGRATION
FINANCES	VERFEIL	M. CERCLIER Anthony	
VET	LAVALETTE	M. PAYOUX Roger	M. LOPEZ Daniel
SCOT	VERFEIL	M. CERCLIER Anthony	
URBANISME	VERFEIL	M. CERCLIER Anthony	
TOURISME	LAVALETTE	M. PAYOUX Roger	M. LOPEZ Daniel
ENVIRONNEMENT	VERFEIL	M. CERCLIER Anthony	

VU la délibération n°2020-07-006 du 8 Juillet 2020 portant création des Commissions permanentes de travail,

VU la délibération n°2020-09-034 fixant la composition dans les Commissions,

VU la délibération n°2025-05-052 modifiant la représentation dans les Commissions thématiques,

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire :

- **DONNE** mandat à Monsieur le Président pour signer tous les documents nécessaires à l'application de cette délibération.

**N°2025-10-085 : CRÉATION D'UN POSTE D'ATTACHÉ TERRITORIAL POUR LES SERVICES ADMINISTRATIFS**

Afin de pouvoir nommer un agent suite à la réussite au concours d'attaché territorial, il est proposé au Conseil Communautaire de créer un poste d'attaché territorial de catégorie A à temps non complet (28 heures) à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2025.

VU le Code général de la fonction publique, notamment les articles L313-1 et L332-8,

VU le tableau des emplois et des effectifs,

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **LA CREATION** d'un emploi permanent d'attaché territorial à temps non complet (28 heures) à compter du 1 Novembre 2025 pour effectuer les missions au sein du service marché public,



- **QUE** cet emploi permanent pourra éventuellement être pourvu par un agent contractuel en vertu d'un contrat à durée déterminée sur le fondement de l'article L332-8, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 6°. L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire afférente au grade de l'emploi créé,
- **D'INSCRIRE** sur le budget les crédits nécessaires,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette délibération.

### **N°2025-10-086 : CRÉATION D'UN POSTE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2<sup>ème</sup> CLASSE CONTRACTUEL POUR LE SERVICE OM**

VU le Code Général de la fonction publique, notamment l'article L.332-14;

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Monsieur le Président indique que, dans le cadre du bon fonctionnement du service Ordures Ménagères, il y a lieu de créer un poste de technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2025.

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **DE CRÉER** un emploi permanent dans le grade technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2025 ;
- **QUE** cet emploi permanent pourra éventuellement être pourvu par un agent contractuel en vertu d'un contrat à durée déterminée. L'agent contractuel sera rémunéré par référence à la grille indiciaire correspondante ;
- **DIT QUE** les crédits nécessaires seront inscrits au budget ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette délibération.

### **N°2025-10-087 : AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION D'ADHESION AU SERVICE RETRAITE DU CENTRE DE GESTION**

Arrivée de M. GARRIGUES Francis.

La Caisse de Dépôts et Consignations, par convention de partenariat, a confié au CDG31 une triple mission :

- Mission d'information aux employeurs territoriaux et aux actifs pour le compte de la CNRACL, du RAFP et de l'IRCANTEC.
- Mission d'accompagnement des employeurs territoriaux pour le compte de la CNRACL, du RAFP et de l'IRCANTEC.



- Mission d'accompagnement des actifs et d'intervention, pour le compte des employeurs au titre de la CNRACL, sur des dossiers adressés à la Caisse de Dépôts et Consignations.

La précédente convention entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 prend fin le 31 décembre 2025. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, il est possible d'adhérer à nouveau au service retraite.

Le traitement des dossiers est soumis à la participation financière, à l'acte, fixée en application de la délibération du Conseil d'Administration du CDG31 n° 2025-20 du 2 Juillet 2025.

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire,

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention d'adhésion au service retraite.
- **DIT** que les crédits nécessaires ont été prévus au budget.
- **DONNE** mandat à Monsieur le Président pour signer tous les documents nécessaires à l'application de cette délibération.

**N°2025-10-088 : APPROBATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX POUR L'ORGANISATION DE SESSIONS BAFA SUR LE CENTRE DE LOISIRS DE GARIDECH**

L'Association Loisirs Education & Citoyenneté Formation (LE&C) souhaite organiser sur la commune de Garidech, une session de formation générale du BAFA, du 18 au 25 Octobre 2025. Ceci afin de permettre aux jeunes et aux agents de la commune d'avoir une formation BAFA à proximité de chez eux.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes met à disposition de l'organisateur, le bâtiment du centre de loisirs de Garidech.

Il convient donc de définir les obligations des parties et les dispositions financières à travers une convention.

**VU** la convention de mise à disposition des locaux pour l'organisation de sessions BAFA sur le centre de loisirs de GARIDECH,

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré à l' Unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition des locaux pour l'organisation de sessions BAFA sur le centre de loisirs de GARIDECH avec l'Association Loisirs Education & Citoyenneté Formation (LE&C),
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette délibération.

**N°2025-10-089 : DEMANDE DE REVERSEMENT DE LA SUBVENTION CAF « BONUS TERRITOIRE » PERÇUE PAR LEC GRAND SUD EN 2024**

Le précédent marché public ayant pour objet « l'organisation et la gestion des ALAE /ALSH et la coordination PEDT » référencé 21ALAEALSH notifié le 9 juillet 2021 s'est achevé le 31/08/2024.

Durant l'exécution de ce dernier, la CAF a décidé de réorganiser son mode de financement dans le cadre de la mise en œuvre de la CTG (CTG -Convention Territoriale Globale).

Dès lors, elle a versé au gestionnaire (LEC) le Bonus Territoire-CTG qui vient remplacer le CEJ (Contrat Enfance Jeunesse) que percevait auparavant directement la C3G.

Ce changement a eu pour effet l'émission, par LEC Grand Sud, d'un avoir d'un montant de 285 767,68 euros correspondant au « Bonus de territoire CTG » pour la période s'étalant du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 août 2024 que la Communauté de communes percevra par l'émission d'un titre exécutoire.

VU l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la compétence enfance jeunesse,

VU l'exposé de Monsieur le Président,

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré à l' Unanimité :

- **DEMANDE** le reversement de la Subvention CAF à LEC GRAND SUD,
- **AUTORISE** l'émission d'un titre d'un montant de 285 767.68€ correspondant au Bonus de territoire CTG perçu par LEC GRAND Sud,
- **DIT** que les recettes seront inscrites au budget,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette délibération.

**N°2025-10-090 : DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR LA RENOVATION DU BATIMENT ALAE/ALSH DE PAULHAC.**

**Abroge et remplace la délibération n°2025-03-018.**

Le Conseil Départemental de la Haute-Garonne a adopté pour la période 2022-2027, une nouvelle politique territoriale à travers la signature des contrats de projets dédiés aux Communautés de Communes.

Les Contrats de Projets visent à renforcer le dialogue et le cadre des partenariats en faisant converger les priorités du Département et les projets portés par les territoires.

Le Contrat de Projets de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou a été signé le 06 juillet 2022.

C'est dans ce cadre qu'une aide à l'investissement pour la rénovation du bâtiment ALAE/ALSH de Paulhac sera demandé au Conseil Départemental au taux le plus élevé.



En effet, ce bâtiment construit en 2012, nécessite une rénovation matérielle et énergétique, dans l'optique :

- D'accueillir les enfants dans des locaux confortables et pérennes,
- De réduire l'empreinte environnementale,
- D'optimiser des budgets de fonctionnement.

Le coût total prévisionnel du projet, après réestimation des travaux est finalement passé de 158 800 € HT à 89 274 € HT

Le Président présente donc un nouveau plan de financement :

Dépenses	Coût HT	Recettes	Coût HT
Etudes	7 800,00 €	Département	30 960,00 €
Travaux	81 474,00 €	Etat	24 442,00 €
		MSA	13 391,00 €
		Autofinancement	20 481,00 €
<b>TOTAL HT</b>	<b>89 274,00 €</b>	<b>TOTAL HT</b>	<b>89 274,00 €</b>

OUI l'exposé de Monsieur le Président et VU le plan de financement,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l' Unanimité :

- **APPROUVE** le plan de financement pour la rénovation du bâtiment ALAE/ ALSH sur la commune de PAULHAC ;
- **MANDATE** le Président pour solliciter auprès du Conseil Départemental une subvention au taux le plus élevé pour financer la rénovation de ce bâtiment ;
- **DIT** que les sommes seront inscrites sur le budget ;
- **MANDATE** le Président afin qu'il prenne toutes les mesures et signe tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

**N°2025-10-091 : DEMANDE DE SUBVENTION A LA MSA POUR LA RÉNOVATION DU BATIMENT ALAE/ALSH DE PAULHAC, DANS LE CADRE DE L'APPEL A PROJETS « GRANDIR EN MILIEU RURAL »**

**Abroge et remplace la délibération n°2025-03-016.**

Dans le cadre de son plan d'action sanitaire et sociale 2021-2025, la Mutualité Sociale Agricole Midi-Pyrénées Sud (MSA MPS) poursuit son engagement dans l'accompagnement des territoires les plus ruraux mobilisant le dispositif « Grandir en Milieu Rural ».

La MSA souhaite, grâce à cet appel à projets :

- Développer et améliorer l'offre des services en milieu rural (création, extension ou adaptation de service)
- Porter des projets d'animation dynamisant les territoires.

La Communauté de Communes des Coteaux du Girou possédant le champ de compétence de l'enfance et de la jeunesse, souhaite s'inscrire dans cette dynamique.

Le bâtiment ALAE/ALSH de Paulhac construit en 2012, nécessite une rénovation pour une amélioration matérielle et énergétique, afin d'accueillir les enfants dans des locaux confortables et pérennes.

Le coût total prévisionnel du projet, après réestimation des travaux est finalement passé de 158 800 € HT à 89 274 € HT

Le Président présente donc un nouveau plan de financement :

Dépenses	Coût HT	Recettes	Coût HT
Etudes	7 800,00 €	Département	30 960,00 €
Travaux	81 474,00 €	Etat	24 442,00 €
		MSA	13 391,00 €
		Autofinancement	20 481,00 €
<b>TOTAL HT</b>	<b>89 274,00 €</b>	<b>TOTAL HT</b>	<b>89 274,00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l' Unanimité :

- **APPROUVE** le plan de financement pour la rénovation du bâtiment ALAE/ ALSH sur la commune de PAULHAC ;
- **MANDATE** le Président pour solliciter auprès de la MSA une subvention au taux le plus élevé pour financer la rénovation énergétique de ce bâtiment ;
- **DIT** que les sommes seront inscrites sur le budget ;
- **MANDATE** le Président afin qu'il prenne toutes les mesures et signe tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

**N°2025-10-092 : DEMANDE DE SUBVENTION A L'ETAT POUR LA RENOVATION DU BATIMENT ALAE/ALSH DE PAULHAC, DANS LE CADRE DU FONDS VERT.**

**Abroge et remplace la délibération n°2025-03-017.**

Dans le cadre de la planification écologique, le fonds d'accélération de la transition écologique des territoires, dénommé « Fonds Vert », propose un dispositif d'accompagnement des acteurs territoriaux. L'Etat alloue des ressources supplémentaires aux collectivités territoriales et à leurs groupements pour accélérer la transition écologique dans les territoires.

L'objectif étant de subventionner des projets locaux qui ont vocation de s'inscrire dans le cadre des contrats pour la réussite de la transition écologique (CRTE), favorisant trois types d'actions :

- Renforcer la performance environnementale dans les territoires,
- S'adapter au changement climatique,
- Améliorer la qualité du cadre de vie.



La Communauté de Communes des Coteaux du Girou possédant le champ de compétence de l'enfance et de la jeunesse, souhaite s'inscrire dans cette dynamique.

Le bâtiment ALAE/ALSH construit en 2012 sur la commune de Paulhac, nécessite une rénovation, ainsi que le remplacement des équipements de chauffage par des équipements performants (installation de climatisations réversibles).

Le coût total prévisionnel du projet, après réestimation des travaux est finalement passé de 158 800 € HT à 89 274 € HT

Le Président présente donc un nouveau plan de financement :

Dépenses	Coût HT	Recettes	Coût HT
Etudes	7 800,00 €	Département	31 245,90 €
Travaux	81 474,00 €	Etat	26 782,20 €
		Autofinancement	31 245,90 €
<b>TOTAL HT</b>	<b>89 274,00 €</b>	<b>TOTAL HT</b>	<b>89 274,00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l' Unanimité :

- **APPROUVE** le plan de financement pour la rénovation du bâtiment ALAE/ ALSH sur la commune de PAULHAC ;
- **MANDATE** le Président pour solliciter auprès de l'Etat une subvention au taux le plus élevé pour financer la rénovation de ce bâtiment ;
- **DIT** que les sommes seront inscrites sur le budget ;
- **MANDATE** le Président afin qu'il prenne toutes les mesures et signe tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

#### **N°2025-10-093 : REVERSEMENT DES SUBVENTIONS PERÇUES PAR LA MAIRIE DE MONTPILOT POUR LA CONSTRUCTION DE L'ALAE.**

La convention de délégation de maîtrise d'ouvrage prévoit de la Commune délégataire, en charge des dossiers de demande de subvention, le reversement des subventions perçues au profit de l'ALAE.

La commune de MONTPILOT a déposé une demande de subventions dans le cadre du dispositif LEADER et a obtenu la somme de 50 290,46 € au lieu de 54 000€ versée à la Communauté de Communes.

La Communauté de Communes devra reverser à la commune de Montpitol un montant de 3709.54 €.

**VU** la compétence « action en faveur des jeunes », la Communauté de Communes des Coteaux du Girou et la commune de MONTPILOT ont décidé de réaliser en commun, la construction d'un bâtiment ALAE,

VU la délibération n°57/092016 autorisant la signature d'une convention de maîtrise d'ouvrage liée à la construction de l'ALAE avec la commune de MONTPILOT,

VU la délibération n°2025-03-015 relative à la demande de reversement des subventions perçues par la Commune de MONTPILOT d'un montant de 54 000 euros,

Après en avoir délibéré, l' Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **DE REMBOURSER** à la Mairie de MONTPILOT la somme de 3 709,54€ correspondant à la différence de la subvention perçues du dispositif LEADER (50 290,46€ au lieu de 54 000€),
- **DIT** que cette somme sera inscrite au budget ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette délibération.

**N° 2025-10-094 : AUTORISATION DE SIGNATURE POUR LE PLAN DE DEPLOIEMENT  
PLURIANNUEL DU SERVICE PUBLIC PETITE ENFANCE  
DES COTEAUX DU GIROU 2025-2027.**

AJOURNÉE

**N° 2025-10-095 : DEMANDE DE BRANCHEMENT ELECTRIQUE AU SDEHG POUR LE  
BATIMENT ALAE/ALSH RPE DE VERFEIL.**

Le Président informe le Conseil Communautaire que suite à la demande du 27 Février 2025 concernant le branchement du bâtiment ALAE/ALSH/RPE de VERFEIL, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante 11BV40 :

- Création d'une extension basse tension pour l'alimentation du tarif jaune du bâtiment.
- Construction d'un réseau souterrain basse tension en conducteur 240<sup>2</sup> depuis le nouveau poste
- Fourniture et poste d'un coffret coupe circuit en limite propriété
- Fourniture et pose d'une armoire tarif jaune 54KV dans le local TGBT
- Non compris la pose du compteur

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou se calculerait comme suit :

• Part SDEHG	5 511€ TTC
• <b>Part restant à la charge de la CCCG (ESTIMATION)</b>	<b>1 508€ TTC</b>
Total	7 019€ TTC

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la Communauté de Communes des Coteaux du Girou de s'engager sur sa participation financière.

Ce projet nécessitant la création d'un nouveau point de comptage, un contrat de fourniture d'électricité sera conclu par la communauté de Communes qui se chargera de la mise en service du raccordement en question.

Où l'exposé du Président et après en avoir délibéré à l'Unanimité, la Communauté de



Communes des Coteaux du Girou :

- **APPROUVE** le projet présenté.
- **DECIDE** de couvrir la part restant à la charge de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou sur ses fonds propres imputée à l'article 6554 de la section de fonctionnement.
- **DONNE** pouvoir à Monsieur le Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

**N°2025-10-096 : REDEVANCE POUR LES OUVRAGES DE TRANSPORT DE  
GAZ NATUREL À HAUTE PRESSION.**

La société TEREGA possède sur le territoire de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou des ouvrages de transport de gaz naturel à haute pression occupant le domaine public d'intérêt communautaire.

Monsieur le Président donne connaissance au Conseil du décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 qui prévoit une revalorisation annuelle du calcul des redevances, basé sur l'indice ingénierie paru au journal officiel.

VU les articles L. 2333-84, L. 2333-85 du CGCT et 88 de la loi du 13 juillet 2005, le calcul linéaire pour l'année en cours est arrêté au 31 décembre de l'année N-1.

Conformément à l'article R 2333-114 du CGCT la Communauté de Communes à la compétence pour fixer le montant.

À cet effet, il est proposé au Conseil communautaire de déterminer la redevance du domaine public de l'année 2025 comme suit :

ANNEE	LINEAIRE CONCERNE (L)	FORMULE DE CALCUL	PROPOSITION DE MONTANT MAXIMAL DE REDEVANCE
2025	675m	$((0.035 \times 675) + 100) \times 1.42$	176€

Après en avoir délibéré à l' Unanimité, le Conseil Communautaire décide,

- **D'APPROUVER** le montant de la redevance 2025 pour les ouvrages de transport de gaz naturel à haute pression ;
- **D'AFFECTER** les recettes nécessaires au budget ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la réalisation de cette délibération.

**N°2025-10-097 : ACQUISITION DU TERRAIN SUITE A LA CONSTRUCTION  
DU BATIMENT ALAE ALSH RPE DE GRAGNAGUE**

Dans le cadre de la compétence Enfance Jeunesse, la Communauté de Communes a construit un bâtiment ALAE/ALSH/RPE sur la Commune de GRAGNAGUE en 2019.

Projet validé par le Conseil Communautaire par délibération n°2018-07-067 du 10 Juillet 2018.

Par délibération n° 41/2025 du 22 octobre 2025 la Commune de GRAGNAGUE propose la cession à l'Euro symbolique de la parcelle cadastrée N° D 0711 d'une superficie de 4 525 m<sup>2</sup> qui a permis réaliser la construction du bâtiment ALAE/ALSH/RPE de GRAGNAGUE.

Après en avoir délibéré à l' Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **D'ACQUERIR** la parcelle cadastrée n° D 0711 d'une superficie de 4 525m<sup>2</sup> à l'euro symbolique,
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2025,
- **DE DONNER** mandat au Président avec pouvoir de délégation, de régulariser les actes authentiques nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

**N°2025-10-098 : ACQUISITION DU TERRAIN SUITE A LA CONSTRUCTION  
DU BATIMENT ALAE DE BAZUS**

Dans le cadre de la compétence Enfance Jeunesse, la Communauté de Communes a construit un bâtiment ALAE sur la Commune de BAZUS en 2022.

Projet validé par le Conseil Communautaire par délibération n°2021-12-086 du 3 Décembre 2021.

Par délibération N° 3-2 du vingt-six juin 2025, la commune de Bazus propose la cession à l'Euro symbolique d'une partie des parcelles cadastrées suivantes qui ont permis la construction du bâtiment :

N° 37 section ZI d'une superficie de 2 107 m<sup>2</sup> ;

N° 38 section ZI d'une superficie de 57 m<sup>2</sup> ;

N° 36 section ZI d'une superficie de 4 m<sup>2</sup> ;

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **D'ACQUERIR** une partie des parcelles cadastrées suivantes à l'euro symbolique :
  - N° 37 section ZI d'une superficie de 2 107 m<sup>2</sup> ;
  - N° 38 section ZI d'une superficie de 57 m<sup>2</sup> ;
  - N° 36 section ZI d'une superficie de 4 m<sup>2</sup> ;
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2025,
- **DE DONNER** mandat au Président avec pouvoir de délégation, de régulariser les actes authentiques nécessaires à la réalisation de la présente délibération.



**N°2025-10-099 : ACQUISITION DU TERRAIN EN VUE DE LA CONSTRUCTION  
DU TERRAIN MULTISPORT DE GAURÉ**

VU l'article L 5214-16 du CGCT,

VU la délibération n°2023-10-093 du Jeudi 12 Octobre 2023,

Dans le cadre de ses compétences la Communauté de Communes a décidé de construire un terrain multisports sur la Commune de Gauré.

L'objectif étant de créer des lieux de rassemblement et de rendre accessible aux habitants du territoire, la pratique de plusieurs sports grâce à une seule et surface installée.

Cet équipement sportif en libre-accès, deviendra un lieu de rencontre, d'échange et de partage pour toutes les générations.

Par délibération n°2025/17 du 14 octobre 2025, la Commune de Gauré propose de céder à l'Euro symbolique une partie de la parcelle cadastrée ZL 104 d'une superficie estimée à 450 m<sup>2</sup> qui permettra de réaliser la construction du terrain multisports.

Après en avoir délibéré à l' Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **D'ACQUERIR** une partie de la parcelle cadastrée ZL 104 d'une superficie estimée à 450m<sup>2</sup> à l'euro symbolique :
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2025,
- **DE DONNER** mandat au Président avec pouvoir de délégation, de régulariser les actes authentiques nécessaires à la réalisation de la présente délibération.

**N°2025-10-100 : CESSION D'UN PHOTOCOPIEUR A L'EURO SYMBOLIQUE  
A LA SOCIETE RICOH.**

VU le Code Général des Collectivité Territoriales ,

VU l'inventaire des biens mobiliers de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou,

Considérant :

- que le photocopieur décrit ci-dessous est devenu obsolète et ne présente plus d'intérêt pour les services ;
- que les frais de remise en état ou de mise aux normes sont supérieurs à la valeur probable de revente ;
- qu'une cession à l'euro symbolique est la solution la plus économique et la plus simple pour se défaire de l'équipement,

Il est rappelé :

### Désignation du bien

- Nature : photocopieur multifonction
- Marque / modèle : RICOH MPC 3000A
- N° d'inventaire : 200801
- Date d'acquisition : 09/09/2008

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire à l' Unanimité :

- **AUTORISE** la cession du photocopieur sus-désigné à la société RICOH au prix symbolique de un (1) euro (€).
- **PRECISE** que la cession est faite en l'état, sans garantie, et que l'acquéreur prend en charge tous les frais de transport, d'enlèvement, de démontage, d'élimination ou de remise en état éventuelle, ainsi que toutes démarches administratives liées à cette prise en charge.
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente décision, notamment l'acte de cession, et à accomplir toutes formalités utiles (radiation de l'inventaire, inscription comptable, information des services concernés).

### **N°2025-10-101 : RENOUELEMENT DE L'ADHESION AU RESEAU DES DEVELOPPEURS ECONOMIQUES D'OCCITANIE (RDEO)**

En juillet 2019, une première **convention de partenariat** avait été adoptée par délibération n°2019-12-109 du 18 Décembre 2019, formalisant l'adhésion de nombreuses structures au **Réseau des Développeurs Economiques d'Occitanie (RDEO)**. Arrivée à expiration, cette convention a été **renouvelée par un vote des élus régionaux en date du 27 juin 2025**.

**Le Réseau des Développeurs Economiques d'Occitanie**, animé par la Région Occitanie, regroupe aujourd'hui plus de **400 structures** (collectivités, chambres consulaires, agences de développement, technopoles, incubateurs...)

Il fédère **les professionnels de l'accompagnement des entreprises**, généralistes ou spécialisés (création, innovation, export, industrie, transmission...), dans une dynamique de **coopération, de synergie territoriale et d'accompagnement de proximité**.

La signature de la nouvelle charte de partenariat réaffirme l'engagement de notre EPCI au sein du RDEO et du Hub Entreprendre Occitanie (plateforme qui vise à simplifier et faciliter les démarches des porteurs de projets et des entreprises).

Cette nouvelle charte s'inscrit dans le cadre de la **Stratégie Régionale pour l'Emploi, la Souveraineté et la Transformation Ecologique (SRESTE)**, et vise à :

- Structurer et renforcer les coopérations engagées depuis 2019,
- Optimiser le maillage territorial pour un accompagnement de proximité,
- Fluidifier le parcours de l'entrepreneur par une meilleure coordination,
- Accroître l'utilisation des outils numériques régionaux (Hub Entreprendre Occitanie, site *laregion.fr*...), en complémentarité de l'accompagnement humain.



VU la compétence Développement Economique,

VU la charte de partenariat avec la Région Occitanie,

Après en avoir délibéré à l' Unanimité, le Conseil Communautaire :

- **APPROUVE** le texte de la charte de partenariat des développeurs Economiques d'Occitanie,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer la charte et tous les documents nécessaires à l'application de cette délibération.

### **N°2025-10-102 : ADOPTION DE LA NOMENCLATURE DES ACHATS DE LA C3G**

Les articles R.2121-1 et suivants du code de la commande publique fixent les règles de calcul de la valeur estimée du besoin permettant de déterminer la procédure à suivre lors du lancement d'une procédure de marché public.

En ce qui concerne les marchés de travaux, le cumul des montants se fait par opération en tenant compte du montant total des travaux ainsi que des fournitures et des services mis à la disposition du titulaire par l'acheteur lorsqu'ils sont nécessaires à l'exécution des travaux.

Pour les fournitures courantes et services, il est procédé à une estimation de la valeur totale des fournitures ou des services qui peuvent être considérés comme homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres, soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle.

Afin de mettre en œuvre ces règles, il convient, d'une part, de mettre en place une nomenclature des marchés publics permettant de cumuler le montant des fournitures et services considérés comme homogènes en raison de leurs caractéristiques propres.

D'autre part, il convient de procéder à la création d'unités fonctionnelles concernant une pluralité de fournitures et services considérés comme homogènes parce qu'ils concourent à la réalisation d'un même objet.

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique

VU la nomenclature des achats de la Communauté de Communes

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à l'Unanimité décide :

- **D'ADOPTER** la nomenclature des achats de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou
- **DE DONNER MANDAT** à Monsieur le Président pour signer tous les documents nécessaires à l'application de cette délibération.

**N°2025-10-103 : MODIFICATION DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION POUR LE FONDS D'AMORCAGE.**

La Communauté de Communes des Coteaux du Girou exerce la compétence enfance, notamment par la mise en œuvre des Accueils de Loisirs Associés à l'Ecole sur l'ensemble de son territoire. Cette réforme des rythmes scolaires a été mise en place durant le temps périscolaire et dont le coût a été intégralement supporté par la Communauté de Communes.

Pour compenser les efforts financiers liés à la mise en œuvre de la réforme des rythmes scolaires pour les années 2024/2025, l'État a prévu le versement d'une aide forfaitaire aux Communes possédant un groupe scolaire de :

50€ par enfant et de 40€ supplémentaires pour les Communes éligibles à la Dotation de Solidarité Rurale cible.

**VU** l'article 1609 nonies C- V du code général des Impôts prévoyant la modification de l'attribution de compensation lors de nouveaux transferts de charges,

**VU** la circulaire préfectorale en date du 10 février 2014,

**VU** le Décret n°2013-705 du 2 Août 2013 portant application de l'article 67 de la loi n°2013-595 du 8 Juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,

**VU** l'arrêté du 2 Août 2013 fixant les taux des aides du fonds d'amorçage pour la réforme des rythmes scolaires dans le premier degré,

**VU** les compétences qu'exerce la Communauté de Communes,

Il est proposé au Conseil Communautaire de modifier le montant des attributions de compensation des communes membres possédant un groupe scolaire afin de tenir compte des aides versées par l'État aux communes concernées et liées à la mise en place de cette réforme.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Communautaire décide,

- **D'APPROUVER** le montant des attributions de compensation pour cette année 2025 des Communes possédant un groupe scolaire ; le montant des autres communes étant inchangé comme suit :



ATTRIBUTION DE COMPENSATION	ATTRIBUTION DE COMPENSATION	FONDS D'AMORÇAGE ANNEE SCOLAIRE 2024/2025	ATTRIBUTION DE COMPENSATION 2025
Gagnague	-92 852,00 €	35 550,00 €	-128 402,00 €
Montastruc	59 475,00 €	34 110,00 €	25 365,00 €
Montpitol	-292,00 €	3 350,00 €	-3 642,00 €
Verfeil	289 556,00 €	39 060,00 €	250 496,00 €
Garidech	34 499,00 €	10 700,00 €	23 799,00 €
Paulhac	20 310,00 €	10 620,00 €	9 690,00 €
Montjoire	-814,00 €	8 910,00 €	-9 724,00 €
Lapeyrouse Fossat	38 303,00 €	14 800,00 €	23 503,00 €
Bazus	27 834,00 €	3 350,00 €	24 484,00 €
Roquesérière	-10 472,00 €	3 350,00 €	-13 822,00 €
Gaure	44 003,00 €	2 650,00 €	41 353,00 €
Lavalette	96 331,00 €	2 300,00 €	94 031,00 €
Villaries	67 019,00 €	4 450,00 €	62 569,00 €
Total à verser	677 330,00 €		555 290,00 €
Total à reverser par les communes	-104 430,00 €		-155 590,00 €

- **DE DEMANDER** aux Conseils Municipaux de bien vouloir délibérer sur la modification de l'attribution de compensation.

### N°2025-10-104 : REGULARISATION PASSIF DISSOLUTION SITROM

Afin de régulariser l'actif entre l'ordonnateur et le comptable et plus précisément les amortissements de biens liés aux dissolutions des syndicats, il est nécessaire de procéder à une décision modificative budgétaire dont les éléments sont les suivants :

#### INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
2145 (21) - 2503 : Const.sur sol d'autrui-In	-1,26		
28178 (040) : Autres immo.corpor.reçues a	1,26		
	0,00		

#### FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
		706 (70) : Prestations de services	-1,26
		7811 (042) : Rep.sur amort.des immo.incorpo	1,26
			0,00
Total Dépenses		Total Recettes	0,00

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **D'APPROUVER** la décision modificative n°1 BUDGET OM : REGULARISATION PASSIF DISSOLUTION SITROM.

**N°2025-10-105 : DECISION MODIFICATIVE N°2 BUDGET OM REGULARISATION INVENTAIRE FICHE 022023 ET 012023**

En accord avec le comptable deux subventions doivent être transférées en fonctionnement afin de mettre à jour l'actif du budget Ordures Ménagères à cet effet une décision modificative doit être prise suivant le tableau ci-dessous :

**INVESTISSEMENT**

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
1311 (13) : Etat et établissements nationaux	6 024,00		
1312 (13) : Régions	15 060,00		
2145 (21) - 2503 : Const.sur sol d'autrui-In	-21 084,00		
	<b>0,00</b>		

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
		706 (70) : Prestations de services	-21 084,00
		7748 (77) : des tiers	6 024,00
		7748 (77) : des tiers	15 060,00
			<b>0,00</b>
<b>Total Dépenses</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>0,00</b>

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **D'APPROUVER** la décision modificative n°2 BUDGET OM : REGULARISATION INVENTAIRE FICHE 022023 ET 012023.

**N°2025-10-106 : REGULARISATION SUBVENTION DISSOLUTION SYNDICATS OM**

Afin de régulariser l'actif entre l'ordonnateur et le comptable et plus précisément les amortissements de subvention des biens liées aux dissolutions des syndicats, il est nécessaire de procéder à une décision modificative budgétaire dont les éléments sont les suivants



**INVESTISSEMENT**

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
13911 (040) : Etat et établissements nation	833,00		
13913 (040) : Départements	17 587,00		
13915 (040) : Groupements de collectivités	9 981,00		
2145 (21) - 2503 : Const.sur sol d'autrui-In	-28 401,00		
	<b>0,00</b>		

 **FONCTIONNEMENT**

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
		706 (70) : Prestations de services	-28 401,00
		777 (042) : Quote-part des subv.d'inv.trans	833,00
		777 (042) : Quote-part des subv.d'inv.trans	17 587,00
		777 (042) : Quote-part des subv.d'inv.trans	9 981,00
			<b>0,00</b>
<b>Total Dépenses</b>	<b>0,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>0,00</b>

Après en avoir délibéré à l' Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **D'APPROUVER** la décision modificative n°3 BUDGET OM : REGULARISATION SUBVENTION DISSOLUTION SYNDICAT OM.

**N°2025-10-107 : DECISION MODIFICATIVE N°4**  
**REGULARISATION INVENTAIRE OM**

Afin de régulariser l'actif entre l'ordonnateur et le comptable et plus précisément les amortissements de biens pour le mettre à jour ; il est nécessaire de procéder à une décision modificative budgétaire dont les éléments sont les suivants

**INVESTISSEMENT**

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
2154 (21) - 2502 : Matériel Industriel	16 687,00	1312 (13) - 2502 : Régions	-18 225,00
		1316 (13) - 2502 : Autres établissements pu	-18 225,00
		28154 (040) : Matériel industriel	35 063,00
		28183 (040) : Matériel de bureau et matériel	15 935,00
		28188 (040) : Autres	2 139,00
	<b>16 687,00</b>		<b>16 687,00</b>

 **FONCTIONNEMENT**

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
022 (022) : Dépenses imprévues	-53 137,00		
6811 (042) : Dot.aux amort.des immo.Incorp	35 063,00		
6811 (042) : Dot.aux amort.des immo.Incorp	15 935,00		
6811 (042) : Dot.aux amort.des immo.Incorp	2 139,00		
	<b>0,00</b>		
<b>Total Dépenses</b>	<b>16 687,00</b>	<b>Total Recettes</b>	<b>16 687,00</b>

Après en avoir délibéré à l’Unanimité, le Conseil Communautaire décide .

- **D’APPROUVER** la décision modificative n°4 Régularisation inventaire OM.

**N°2025-10-108 : DECISION MODIFICATIVE N°5 BUDGET  
OM /REGULARISATION DISSOLUTION SITROM FICHE SITROM 1318**

Afin de régulariser l’actif entre l’ordonnateur et le comptable et plus précisément, le suramor-  
tissement d’une subvention d’un bien liée à la dissolution d’un syndicat, il est nécessaire de  
procéder à une décision modificative budgétaire dont les éléments sont les suivants

**INVESTISSEMENT**

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
		10222 (10) : FCTVA	-270,00
		139188 (040) : des tiers	270,00
			0,00

**FONCTIONNEMENT**

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
022 (022) : Dépenses Imprévues	-270,00		
6871 (042) : Dot.aux amort.exceptionnelles d	270,00		
	0,00		
Total Dépenses		Total Recettes	0,00

Après en avoir délibéré à l’Unanimité, le Conseil Communautaire décide :

- **D’APPROUVER** la décision modificative n°5 Régularisation inventaire OM.

**N°2025-10-109 : EMPRUNT BANCAIRE DU BUDGET PRINCIPAL 2025.**

Suite à la commission finances réunie en séance du 22/10/2025, il est proposé au conseil  
communautaire de contracter auprès de la banque Populaire Occitane un emprunt de 1 000  
000 (un million) euros sur une durée de 15 (quinze) ans, au taux fixe de 3,36 (trois virgule  
trente six) %, pour financer le programme d’investissements inscrit au budget

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré à l’Unanimité :

- **DECIDE** d’autoriser Monsieur le Président Daniel CALAS à signer le contrat de prêt  
avec la BANQUE POPULAIRE OCCITANIE selon les caractéristiques suivantes :



**Financement :**

- ✓ Montant du financement : 1 000 000€
- ✓ Durée d'amortissement : 15 ans
- ✓ Amortissement : amortissement constant
- ✓ Périodicité : trimestrielle
- ✓ Frais d'instruction : 0.10% du montant financé
- ✓ Base de calcul des intérêts : 30 / 360
- ✓ Date du point de départ du prêt : Date de versement des fonds
- ✓ Date de versement des fonds : Au plus tard 30/11/2025

**Conditions financières :**

- ✓ Durée : 15 ans
- ✓ Taux fixe : 3,36%
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance moyennant un préavis et le paiement d'une indemnité actuarielle (non plafonnée). **Remboursement anticipé partiel ou total** : Possible à chaque échéance moyennant un préavis de trente (30) jours ainsi que le paiement d'une indemnité de remboursement anticipé actuarielle non plafonnée
- **DONNE MANDAT** à Monsieur le Président pour signer tous les documents nécessaires à l'application de cette délibération.

**N°2025-10-110 : SAISINE DU DEPARTEMENT EN VUE DE L'INSCRIPTION AU PLAN DEPARTEMENTAL DES ITINERAIRES DE PROMENADE ET RANDONNEE DE LA PORTION D'ITINERAIRE QUI INTERESSE LE TERRITOIRE COMMUNAUTAIRE DU FUTUR GR@P PORTE PAR LE PETR PAYS TOLOSAN (DORSALE PEDESTRE EN PAYS TOLOSAN)**

Monsieur le Président rappelle que l'article L361-1 du code de l'environnement donne compétence au Département pour établir le Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de randonnées (PDIPR).

Par délibération du 26 juin 1986, le Conseil départemental de la Haute-Garonne a décidé de l'élaboration dudit plan.

Le projet de dorsale pédestre prend racine dans les orientations définies lors du séminaire tourisme du 4 février 2022 organisé par le PETR Pays Tolosan, et validées par la Conférence des Présidents de septembre 2022. Il vise à créer un itinéraire structurant reliant les principaux chemins de randonnée existants, afin de valoriser l'offre touristique du territoire.

Le Conseil syndical du PETR a décidé de lancer, en 2023, une Étude de faisabilité pour la création d'une dorsale pédestre, l'Arc Tolosan. Ce parcours doit pouvoir irriguer le territoire du PETR et s'accrocher à ses extrémités aux GR® existants : GR®653 Voie d'Arles (Pibrac) et GR®46 Conques-Toulouse (Verfeil). Il est également envisagé de le relier au futur GR® métropolitain en cours d'étude.

A terme, l'objectif est qu'il soit homologué en tant qu'itinéraire de Grande Randonnée de Pays (GR®P) par la Fédération Française de Randonnée Pédestre (FFRP). Cependant, l'obtention de la marque fédérale ne pourra intervenir que lorsque l'intégralité de l'itinéraire sera inscrite au Plan départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR), dont le Département est garant.

L'étude de faisabilité a été confiée au Comité Départemental de la Randonnée Pédestre (CDRP31). La cartographie jointe représente le faisceau de ce que pourrait être ce futur itinéraire.

Bien qu'il en soit à l'initiative, le PETR n'a pas de compétence en matière de « randonnée ».

A contrario, la Communauté de Communes des Coteaux du Girou est compétente en matière de création, gestion, balisage et entretien d'itinéraires de randonnée situés sur son territoire par l'arrêté en date du 22 décembre 1998 définissant les statuts de la Communauté de Communes.

Par conséquent, c'est au Conseil communautaire à solliciter le Département pour initier la procédure d'inscription au PDIPR. Cette saisine intervient par le biais d'une délibération qu'il convient aujourd'hui de prendre.

L'inscription au PDIPR n'est ni de droit, ni obligatoire, elle est toutefois un préalable à une homologation auprès de la Fédération Française de la Randonnée Pédestre. Gage de qualité, notamment au niveau de l'emprise foncière de l'itinéraire mais aussi de sécurité des randonneurs, l'inscription de l'itinéraire au PDIPR est enfin un préalable à la demande de subvention relative à l'aménagement, la gestion et la signalétique d'un itinéraire, auprès du Conseil départemental.

Responsable de l'élaboration du PDIPR, le Département de la Haute-Garonne est le seul compétent pour décider l'inscription au PDIPR d'un itinéraire.

Dans le cadre de la procédure d'inscription au PDIPR, il s'agit de solliciter dans un premier temps l'analyse technique du Conseil départemental et de ses partenaires associés, sur les qualités intrinsèques de cet itinéraire.

La demande d'inscription au PDIPR interviendra dans un second temps, après avis technique favorable du Département, et fera l'objet d'une nouvelle délibération du Conseil communautaire.

VU l'article L361-1 du Code de l'environnement,

VU la délibération en date du 26 juin 1986,

VU l'arrêté en date du 22 décembre 1998 définissant les statuts de l'intercommunalité,



Considérant l'exposé de Monsieur le Président et après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'Unanimité,

- **DECIDE** de participer à la création du futur itinéraire de grande randonnée pédestre de Pays (GR®P) en partenariat avec les autres collectivités concernées ;
- **S'ENGAGE** à demander aux communes membres intéressées, leur avis sur le tracé du futur itinéraire de randonnée pédestre traversant leur territoire communal et d'autoriser le passage des randonneurs pédestres sur les propriétés communales et chemins ruraux ;
- **DONNE** son accord de principe à la procédure d'inscription au PDIPR de la portion du futur itinéraire de randonnée pédestre qui intéresse le territoire communautaire et demande une analyse de ses caractéristiques intrinsèques ;
- **AUTORISE** le Président à signer les conventions de passage et à signer tous les documents nécessaires à sa mise en œuvre ;

Est informé que la présente délibération sera communiquée à Monsieur le Président du Conseil départemental de la Haute-Garonne.

#### **N°2025-10-111 : AUTORISATION DE SIGNATURE D'UN AVENANT A L'ACCORD CADRE DE COLLECTE EN APPORT VOLONTAIRE**

En septembre 2023 un appel d'offres ouvert pour la collecte, le lavage, l'enlèvement et l'élimination des conteneurs d'apport volontaire a été passé.

Par délibération n°2023-12-119 du Mardi 12 Décembre 2023 le marché a été attribué à l'entreprise CARCANO.

Des quantités estimatives ont été mentionnées dans l'appel d'offres qui se sont révélées bien inférieures à la réalité notamment pour la collecte des emballages. Certaines tournées sont effectuées à perte par le prestataire. L'économie du contrat se trouvant compromise et pour pouvoir rééquilibrer la situation certains prix unitaires ont dû être révisés.

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 15 septembre 2025 et a validé ces révisions de prix. Il convient donc de pouvoir signer un avenant au marché public.

**VU** la compétence « Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés »

**VU** la délibération n°2023-12-119 du Mardi 12 Décembre 2023,

**VU** l'avis de la Commission d'appel d'offres du 15 Septembre 2025,

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré , à l'Unanimité:

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'avenant à l'accord cadre de collecte en apport volontaire avec l'entreprise CARCANO (Groupe MINERIS PROPRETE)
- **DIT** que les crédits nécessaires ont été prévus au budget,
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette délibération.

**N°2025-10-112 : AJUSTEMENT TARIFAIRE POUR CERTAINES PROFESSIONS  
EN REGROUPEMENT – CREATION D'UN TARIF « PROFESSIONNELS EN RE-  
GROUPEMENT – PETITS PRODUCTEURS DE DECHETS »**

Il est nécessaire de modifier la délibération n°2025-05-059 relative au tarif de la redevance des ordures ménagères.

Au cours du mois de mai 2025, le Conseil communautaire a adopté la délibération n°2025-05-059 portant sur la modification des tarifs applicables aux professionnels du territoire dans le cadre de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM).

**Rappel de la décision initiale**

Il a été décidé :

- Pour les professionnels dotés de bacs individuels, d'ajuster le coût au litre facturé afin de le faire correspondre au **coût réel au litre** du service.
- Pour les professionnels ne pouvant pas être dotés de bacs individuels (dits "en regroupement"), de faire évoluer le **tarif forfaitaire** applicable.  
Historiquement, ce tarif était unique, quelle que soit la nature d'activité ou le volume de déchets produits, et aligné sur la redevance d'un foyer d'une personne, soit **146,12 € en 2024** (article 5.2 du règlement de la redevance).



- Le Conseil communautaire avait décidé de relever ce ~~montant au niveau d'un loyer de~~ trois personnes, soit **320,84 €**, afin de mieux refléter le coût du service. Pour rappel, au coût réel du service à 0,06 €/litre collecté, le coût annuel d'un bac 120 litres collecté une fois par semaine est 374,40 €.

### Suites données et difficultés rencontrées

À la suite de l'envoi d'un courrier d'information aux professionnels concernés, le service a reçu :

- Un **recours gracieux** contestant cette augmentation,
- Et plusieurs **interpellations individuelles** de professionnels jugeant le montant excessif au regard de leur production effective de déchets.

En effet, certaines professions utilisent très faiblement le service de collecte, tant pour les ordures ménagères que pour les recyclables, et estiment ne pas bénéficier d'un usage proportionné à la nouvelle tarification.

### Analyse règlementaire

L'article 5.2 du règlement de la redevance précise :

*"Dans le cas où le professionnel ne peut être doté de bacs individuels, le montant de sa redevance sera établi en fonction de l'estimation du volume de déchets produits."*

Cet alinéa introduit un lien direct entre la **forfaitisation du tarif** et la **quantité estimée de déchets produits**, ce qui rend la délibération de mai 2025 juridiquement fragile en cas de contestation.

Or, la **mesure exacte** des volumes produits par ces professionnels en regroupement s'avère **techniquement impossible à ce jour**.

### Proposition d'évolution

Afin de sécuriser la situation et d'assurer une tarification plus équitable, il est proposé de recourir à l'article 10 du règlement de facturation :

*"Les cas particuliers non prévus au présent règlement seront soumis à l'appréciation du Conseil communautaire."*

Sur cette base, il est envisagé de créer un **nouveau tarif spécifique**, intitulé : **"Professionnels en regroupement – Petits producteurs de déchets"**

Ce tarif serait fixé à **146,12 €**, correspondant :

- Au montant de la collecte d'un bac de 120 litres (plus petit bac disponible),
- Collecté environ toutes les deux à trois semaines,
- La collecte des recyclables restant gratuite à ce jour sur le territoire.

### Professions concernées

La liste des activités éligibles à ce tarif "Professionnels en regroupement – Petits producteurs de déchets" serait la suivante :

- Professions libérales hors médecins généralistes, dentistes, kinésithérapeutes et ostéopathes (psychologues, ergothérapeutes, orthophonistes, psychomotricienne),
- Activités de bureau (cabinets d'avocats, agences immobilières, banques, bureaux d'étude, cabinets d'audit, architectes, bureaux commerciaux),

Cette mesure concernerait **24 professionnels** sur les **72 référencés** dans la base de données de la Communauté de communes.

Il est proposé les tarifs suivants :

**Tarifs Applicables au 2<sup>nd</sup> semestre 2025 :**

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire :

- **APPROUVE** la modification des tarifs de la redevance des ordures ménagères sur l'ensemble du territoire comme indiqué ci-dessus
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette délibération

TARIF ANNUEL	
	100 % du territoire
1 personne	146,12 € net
1,5 personne (1 permanent et 1 non-permanent)	189,80 € net
2 personnes	233,48 € net
2,5 personnes (2 permanents et 1 non-permanent)	277,16 € net
3 personnes	320,84 € net
3,5 personnes (3 permanents et 1 non-permanent)	364,52 € net
4 personnes et plus	408,20 € net
Résidence secondaire, gîtes, chambres d'hôtes	146,12 € net
Dotation OM supérieure	Passage à la tranche supérieure
Professionnel en regroupement	320,84 € net
Professionnel en regroupement – Petits producteurs de déchets	146,12 € net
Professionnels en bacs	0,060 € net/litre collecté
Administration, services publics et assimilés	OMR : 147 € net / bac pour 1 collecte hebdomadaire
	Recyclables : 60,38 € net/bac pour 1 collecte toutes les 2 semaines
Bacs de prêt pour manifestation	Bac OMR : 30 € net / bac pour 1 mise à disposition, la collecte et le traitement
	Bac Recyclables : 15 € net / bac pour 1 mise à disposition, la collecte et le traitement

**N°2025-10-113 : MODIFICATION DU REGLEMENT DE LA REDEVANCE D'EN-LEVEMENT DES ORDURES MENAGERES**

**VU** la délibération n°52/072014 du Conseil Communautaire du 24 Juillet 2014 relative à l'adoption du règlement de la redevance d'enlèvement des déchets ménagers et assimilés,

**VU** les délibérations n°75/122015, 78/112016, 2018-07-063, 2023-12-139, 2024-0784 et 2025-07-079 relative aux modifications du règlement de la redevance d'enlèvement des déchets ménagers et assimilés,

**CONSIDERANT :**

- La création d'un tarif applicable aux professionnels en regroupement, petits producteurs de déchets par délibération n°2025-10-112 en date du 23 Octobre 2025

Il y a lieu de modifier le règlement de la redevance comme suit :



## **Article 5 :**

### **Paragraphe 2. Les professionnels**

Substitution de la phrase « en fonction de l'estimation du volume de déchets produits » par  
« *suivant la catégorisation définie par les services de la Communauté de Communes de son activité* »

Ajout des catégories proposées et des modalités de facturation :

« *Les deux catégories de professionnels ne pouvant pas être dotés en bacs sont :*

- *Professionnels en regroupement*
- *Professionnels en regroupement – Petits producteurs de déchets*

*Concernant la seconde catégorie des professionnels en regroupement – Petits producteurs de déchets, les activités concernées et définies par les services de la Communauté de Communes sont :*

- *Professions libérales du secteur médical hors médecins généralistes, dentistes et kinésithérapeutes (psychologues, ergothérapeutes, orthophonistes, psychomotriciennes),*
- *Activités de bureau (cabinet d'avocats, agences immobilières, banques, bureaux d'études, cabinets d'audit, architectes, bureaux commerciaux),*

*Par défaut, toute profession non citée dans liste ci-dessus est catégorisée comme un professionnel en regroupement. »*

Substitution du montant des forfaitisations en prenant le nouveau tarif créé :

Substitution de « *Les professionnels produisant peu de déchets et ne pouvant être équipés de bacs individuels seront facturés sur la base d'un foyer de trois personnes* » par

« *Le montant du forfait de chaque catégorie citée ci-dessus est :*

- *Professionnels en regroupement : Forfait établi sur la base d'un foyer de trois personnes*
- *Professionnels en regroupement – Petits producteurs de déchets : Forfait établi sur la base d'un foyer d'une personne »*

Après en avoir délibéré à l'Unanimité, le Conseil Communautaire :

- **APPROUVE** le nouveau règlement de la redevance d'enlèvement des déchets ménagers et assimilés,
- **DONNE** mandat à Monsieur le Président pour signer tous les documents nécessaires à l'application de cette délibération.

### **N°2025-10-114 : AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ALLIANCE POUR LE RECYCLAGE DES CAPSULES EN ALUMINIUM (ARCA) POUR LES FLUX PETITS ALUMINIUMS**

Dans le cadre du contrat passé avec CITEO, la Communauté de Communes a la possibilité d'obtenir de nouveaux soutiens pour les matériaux triés de la collecte sélective.

En effet, l'Alliance pour le Recyclage des Capsules en Aluminium (ARCA) a été créée par Nespresso, Nestlé et JDE au début de l'année 2020 pour soutenir le tri et surtout le recyclage des petits déchets en aluminium et souples. Ce nouveau flux est officiellement intégré au sein du standard Aluminium issu de la collecte sélective depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

L'objectif de l'ARCA est de recycler toutes les capsules de café en aluminium en développant d'une part de nouveaux points de collecte dans différentes enseignes de la grande distribution, et d'autre part en œuvrant à la poursuite du déploiement de la collecte de l'aluminium dans les poubelles de tri sélectif.

Ainsi l’ARCA a notamment pour objectif de rémunérer la performance de tri des petits emballages et objets en aluminium des collectivités et a ainsi décidé d’apporter un soutien aux collectivités qui produiront de l’aluminium répondant au flux petits aluminiums et souples du standard Aluminium issu de la collecte séparée, en complément du soutien financier apporté par CITEO/Adelphe.

Enfin la mise en service du nouveau centre de tri Valcopia au 1<sup>er</sup> avril 2025 par DECOSET, est en capacité de trier ce flux.

La présente convention de partenariat définit les conditions et modalités de soutiens complémentaires apportés par l’ARCA à la Communauté de Communes dans le cadre de la mise en œuvre de cette filière. Elle est conclue jusqu’au 31 décembre 2026. Le montant de la dotation est de 300 € par tonne recyclée.

- VU le Code Général des Collectivités territoriales,
- VU la compétence « Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés »,
- VU le code de l’environnement (notamment les articles L.541-10 et suivants et R.543-53 à R.543-65),
- VU la délibération n°2025-04-036 autorisant la signature du contrat avec l’Eco-organisme CITEO,
- VU la convention de partenariat avec l’alliance pour le recyclage des capsules en aluminium,

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré à l’Unanimité :

- **AUTORISE** le Président à signer la convention de partenariat avec l’alliance pour le recyclage des capsules en aluminium (ARCA) pour les flux petits aluminiums
- **AUTORISE** le Président à signer toutes pièces nécessaires à la réalisation de cette délibération.

**INFORMATIONS DIVERSES :**

**Présentation des décisions prises conformément à la délibération du 8 juillet 2020 donnant délégation au Président**

1. **Accord cadre pour l’achat de mobilier meublant.**

La communauté de communes a lancé le 16 mai 2025 un accord cadre multi-attributaire à bon de commande en cascade pour l’achat de mobilier meublant.

Il est composé de trois lots :

Lot(s)	Désignation	Maximum d’achat en HT sur la durée globale de l’accord cadre
01	MOBILIER ENFANCE	70 000 euros HT
02	MOBILIER PETITE ENFANCE	25 000 euros HT
03	MOBILIER ADMINISTRATIF	20 000 euros HT



La durée de cet accord cadre est de 1 an reconductible deux fois par période de 12 mois.

**Concernant le lot 1**, nous avons reçu qu'une seule offre celle de la société WESCO.

**Concernant le lot 2**, nous avons reçu trois offres :

-une de la société WESCO

-une de la société BESSIERE

-une de la société MOLUDO

**Concernant le lot 3**, nous avons reçu une seule offre celle de la société BUROSYS.

**Le lot 1** a été attribué à la société **WESCO** et devient un accord cadre mono-attributaire pour un montant global en application des prix unitaires aux quantités estimées de 45 323,26 euros HT.

**Le lot 3** a été attribué à la société **BUROSYS** et devient également un accord cadre mono-attributaire pour un montant global en application des prix unitaires aux quantités estimées de 12 396,16 euros HT.

**Le lot 2**, après analyse des offres, a été attribué dans l'ordre suivant afin d'effectuer des commandes en cascade au fur et à mesure des besoins :

-**WESCO** premier attributaire à solliciter lors des commandes (offre la mieux-disante)

-**MOLUDO** deuxième attributaire à solliciter si le premier est défaillant (2eme offre la mieux-disante)

-**BESSIERE** troisième attributaire à solliciter si les deux premiers sont défaillants (troisième offre la mieux-disante)

En application du bordereau des prix unitaires de **WESCO** aux quantités estimées on obtient un total de 11 672,27 euros HT

En application du bordereau des prix unitaires de **MOLUDO** aux quantités estimées on obtient un total de 17 937,50 euros HT

En application du bordereau des prix unitaires de **BESSIERE** aux quantités estimées on obtient un total de de 16 358,51 euros HT

*Ces montants ne veulent pas signifier que nous allons dépenser ces sommes. Ils reflètent des estimations auxquelles on a appliqué les prix unitaires proposés par les candidats.*

## 2. Finances.

Deux virements de crédits d'un montant de 34194.40 € et 329 860.51 € ont été réalisés en investissement afin d'annuler deux subventions encaissées deux fois

## QUESTIONS DIVERSES :

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Envoyé en préfecture le 12/12/2025

Reçu en préfecture le 12/12/2025

Publié le 12/12/2025

ID : 031-243100732-20251209-202512115-DE



**Séance du Jeudi 23 Octobre 2025 à 18h30  
à la Communauté de Communes des Coteaux du Girou**

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois octobre, à dix-huit heures trente, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou, dûment convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes des Coteaux du Girou à Gragnague sous la présidence de Monsieur Daniel CALAS.

**Délégués titulaires présents :**

Bazus	Brigitte GALY
Bonrepos-Riquet	Philippe SEILLES.
Garidech	Maryse AUGER, Vincent RICHARD
Gémil	Jean-Noël BAUDOU.
Gragnague	Daniel CALAS, Caroline SALESES.
Lapeyrouse-Fossat	Audrey SPITZ, Eric BRESSAND.
Montastruc-la-Conseillère	Jean-Baptiste CAPEL, William LASKIER, Sandrine GRELET, Jean-Marie RAYNAUD,
Montjoie	Isabelle GOUSMAR, Patrick GAY, Nancy SOUBIER
Paulhac	Nathalie THIBAUD, Jean-Michel BERSIA
Roquesérière	Thierry CASTET, Grégory SEGUR,
Saint-Pierre	Pierrette JARNOLE
Verfeil	Aurélien SECULA, Jean-Pierre CULOS, Francis GARRIGUES
Villariès	Léandre ROUMAGNAC.

DATE DE LA CONVOCATION		
15 octobre 2025		
NOMBRES DE MEMBRES		
En exercice	Présents	Nombre de suffrages exprimés
46	25	33
		Pour : 33
		Contre : 0
		Abstention : 0

**Délégués Titulaires Absents excusés ayant donné pouvoir :**

Garidech	Christian CIERCOLES ayant donné pouvoir à Vincent RICHARD.
Garidech	Joanna TULET ayant donné pouvoir à Maryse AUGER.
Gragnague	Hélène BRUNEAU ayant donné pouvoir à Daniel CALAS.
Gragnague	Amador ESPARZA ayant donné pouvoir à Caroline SALESES.
Lapeyrouse-Fossat	Corinne GONZALEZ ayant donné pouvoir à Eric BRESSAND.
Lapeyrouse-Fossat	Edmond VINTILLAS ayant donné pouvoir à Léandre ROUMAGNAC.
Lapeyrouse-Fossat	Eric VASSAL ayant donné pouvoir à Jean-Baptiste CAPEL.
Verfeil	Patrick PLICQUE ayant donné pouvoir à Jean-Pierre CULOS.

**Délégués Titulaires Absents excusés :**

Gauré	Christian GALINIER
Lavalette	André FONTES, Jean-Dominique POZZO
Montastruc-la-Conseillère	Marjorie MAUCOUARD, Patricia CADDOZ
Montpitol	Jean-François CASALE
Paulhac	Jean-Christophe CHAUVET
Saint-Jean-Lherm	Eric COGO
Saint-Marcel-Paulel	Véronique RABANEL
Verfeil	Céline ROMERO, Catherine DEBONS
Villariès	Rose-Marie MARTINEZ-FUENTE
	Jean-François LOZANO

**La secrétaire de séance :** Pierrette JARNOLE.

**LISTING DES DELIBERATIONS DE LA SEANCE DU JEUDI 23 OCTOBRE 2025 :**

DELIBERATIONS	TITRES	VOTES
N°2025-10-083	Approbation du procès-verbal du Conseil Communautaire du Mardi 1 <sup>er</sup> Juillet 2025	Unanimité
N°2025-10-084	Modification des commissions	Unanimité
N°2025-10-085	Création d'un poste d'attaché territorial pour les services administratifs	Unanimité
N°2025-10-086	Création d'un poste de technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe contractuel pour le service OM	Unanimité
N°2025-10-087	Autorisation de signature de la convention d'adhésion au service retraite du centre de gestion	Unanimité
N°2025-10-088	Approbation de la convention de mise à disposition des locaux pour l'organisation de sessions BAFA sur le centre de loisirs de Garidech.	Unanimité
N°2025-10-089	Demande de reversement de la subvention CAF « Bonus Territoire » perçue par LEC Grand Sud en 2024.	Unanimité
N°2025-10-090	Demande de subvention au Conseil Départemental pour la rénovation du bâtiment ALAE/ALSH de Paulhac.	Unanimité
N°2025-10-091	Demande de subvention à la MSA pour la rénovation du bâtiment ALAE/ALSH de Paulhac dans le cadre de l'appel à projets « Grandir en milieu rural »	Unanimité
N°2025-10-092	Demande de subvention à l'Etat pour la rénovation du bâtiment ALAE/ALSH de Paulhac dans le cadre du Fonds Verts.	Unanimité
N°2025-10-093	Reversement des subventions perçues par la Mairie de Montpitol pour la construction de l'ALAE.	Unanimité
N°2025-10-094	Autorisation de signature pour le plan de déploiement pluriannuel du Service Public Petite Enfance des Coteaux du Girou 2025-2027	Ajournée
N°2025-10-095	Demande de branchement électrique au SDEHG pour le bâtiment ALAE/ALSH RPE de Verfeil.	Unanimité
N°2025-10-096	Redevance pour les ouvrages de transport de gaz naturel à haute pression.	Unanimité



N°2025-10-097	Acquisition du terrain suite à la construction du bâtiment ALAE/ALSH / RPE de Gragnague.	Unanimité
N°2025-10-098	Acquisition du terrain suite à la construction du bâtiment ALAE de Bazus.	Unanimité
N°2025-10-099	Acquisition du terrain en vue de la construction du terrain multisport de Gauré.	Unanimité
N°2025-10-100	Cession d'un photocopieur à l'Euro symbolique à la société RICOH.	Unanimité
N°2025-10-101	Renouvellement de l'adhésion au réseau des développeurs économiques d'Occitanie (RDEO)	Unanimité
N°2025-10-102	Adoption de la nomenclature des achats de la C3G.	Unanimité
N°2025-10-103	Modification de l'attribution de compensation pour le fonds d'amorçage.	Unanimité
N°2025-10-104	Décision modificative N°1 Budget OM/Régularisation passif dissolution SITROM.	Unanimité
N°2025-10-105	Décision modificative N°2 Budget OM / Régularisation inventaire fiche 022023 et 012023	Unanimité
N°2025-10-106	Décision modificative N°3 Budget OM / Régularisation subvention dissolution syndicats OM	Unanimité
N°2025-10-107	Décision modificative N°4 Budget OM / Régularisation inventaire OM	Unanimité
N°2025-10-108	Décision modificative N°5 Budget OM / Régularisation dissolution SITROM Fiche SITROM 1318.	Unanimité
N°2025-10-109	Emprunt bancaire du budget principal 2025.	Unanimité
N°2025-10-110	Saisine du département en vue de l'inscription au plan départemental des itinéraires de promenade et randonnée de la portion d'itinéraire qui intéresse le territoire communautaire du futur GR®P porte par le PETR Pays Tolosan (dorsale pédestre en Pays Tolosan).	Unanimité
N°2025-10-111	Autorisation de signature d'un avenant à l'accord cadre de collecte en apport volontaire.	Unanimité
N°2025-10-112	Ajustement tarifaire pour certaines professions en regroupement – Création d'un tarif « professionnels en regroupement – petits producteurs de déchets »	Unanimité
N°2025-10-113	Modification du règlement de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères.	Unanimité
N°2025-10-114	Autorisation de signature d'une convention de partenariat avec l'alliance pour le recyclage des capsules en aluminium (ARCA) pour les flux petits aluminiums.	Unanimité

**Informations diverses :**

- Accord cadre pour l'achat de mobilier meublant.
- Finances.

**Questions diverses :**

Le Président,  
Daniel CALAS



La Secrétaire,  
Pierrette JARNOLE

